

International Mining for Development Centre  
Mining for Development: Guide to Australian Practice

# Etude d'impact social des projets d'exploitation de ressources

Daniel Franks



Australian Government  
AusAID



THE UNIVERSITY  
OF QUEENSLAND  
AUSTRALIA



THE UNIVERSITY OF  
WESTERN AUSTRALIA

The **International Mining for Development Centre** has been established to promote more sustainable use of minerals and energy resources in developing nations by assisting governments and civil society organisations through delivery of education and training, fellowships, research and advice. Our focus is on three core themes of Governance and Regulation, Community and Environmental Sustainability, and Operational Effectiveness.

**Prepared by Daniel Franks**

Senior Research Fellow  
Centre for Social Responsibility in Mining  
Sustainable Minerals Institute  
The University of Queensland, Australia

The Centre for Social Responsibility in Mining (CSRMI) was established by the University of Queensland in 2001 in response to growing interest in and debate about the role of the mining and minerals industry in contemporary society.

**This report does not necessarily represent the views or the policy of AusAID or the Commonwealth of Australia.**



# Introduction

La performance sociale des projets d'exploitation de ressources fait depuis peu l'objet d'une attention et d'un scrutin croissants de la part des communautés, des gouvernements et, de plus en plus, des sociétés d'exploitation des minerais et de l'énergie. **La manière dont les coûts et les bénéfices de l'exploitation des ressources sont distribués a une influence considérable sur la réussite des projets, et cette prise de conscience a donné lieu à un renforcement des politiques des gouvernements et des entreprises en matière d'étude d'impact social (EIS), de responsabilité sociale et de relations avec la communauté.**

Ce document décrit les aspects des cadres législatifs et politiques pour l'évaluation et la gestion des impacts sociaux des projets d'exploitation de ressources en Australie. Les gouvernements fédéraux australiens ont adopté différentes approches à l'étude et à la gestion des impacts sociaux. Ce document ne vise pas à fournir une revue détaillée de la politique relative aux EIS en Australie, ni ne doit être utilisé à titre de guide aux exigences juridiques. Il souligne en revanche les principales initiatives pratiques qui ont permis d'en améliorer les conséquences pour les communautés et les groupes sociaux affectés par les projets.

Cet article commence par une présentation des questions sociales associées à l'exploitation des ressources et une explication des EIS et de leur importance. Plusieurs études de cas réalisées sur les initiatives et politiques adoptées par les gouvernements australiens y sont résumées.

## **L'importance d'un environnement politique encourageant la bonne performance sociale**

Les compagnies d'exploitation des ressources expérimentés disposant des capacités nécessaires pour développer des projets et ayant réalisé de bonnes performances en s'étant montrés respectueux et ayant fait preuve de réactivité dans leurs interactions avec les gouvernements, les communautés et la société civile sont attirées par des juridictions disposant de régimes de gouvernance clairs et efficaces. Ces entreprises en sont venues à apprécier les défis économiques, sociaux et environnementaux que l'exploitation des minerais peut engendrer. Elles comprennent que la gestion irresponsable des questions économiques, sociales et environnementales réduit la perspective d'une réussite des exploitations sur le long terme et peut entraîner des retards, des arrêts, voir la fermeture des projets.

Pour les entreprises et le gouvernement, l'avantage d'un régime politique efficace en termes d'évaluation et de gestion des impacts sociaux sont :

- s'assurer que les exploitations contribuent à la croissance économique et au développement social sur le long terme ;
- attirer des entreprises expérimentées et compétentes ;
- réduire les risques du projet et fournir une plus grande certitude aux investisseurs, au gouvernement et à la société ;
- augmenter les chances de succès sur le long terme et éviter les retards, les arrêts, et même la fermeture des projets ;
- identifier rapidement les problèmes, éviter et réduire les coûts par rapport à des solutions non planifiées, et intégrer les coûts inévitables à la faisabilité, au développement et à la planification du projet ;
- planifier les infrastructures sociales et physiques ;
- informer et impliquer les parties prenantes internes et externes et contribuer à développer la confiance et des résultats bénéfiques pour chaque partie ;
- améliorer la qualité de vie des employés et mieux pouvoir attirer et conserver les ouvriers qualifiés ;
- améliorer l'avantage concurrentiel et la réputation en mettant en œuvre des approches innovantes, en fixant des normes élevées pour les autres entreprises et en laissant un héritage solide qui perdurera au-delà de la vie du projet ;
- se conformer aux principes et normes internationaux.

### LES IMPACTS SOCIAUX DU DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES

L'exploitation des ressources entraîne un changement. Les projets sont susceptibles d'affecter négativement les environnements, les communautés et les économies se trouvant sur les projets ou dans leurs environs. De la même manière, ils peuvent créer des opportunités par la conversion des ressources naturelles en ressources financières, le développement de capacités et de compétences sociales, le développement d'infrastructures et d'entreprises, et l'investissement de ces ressources dans des programmes environnementaux et sociaux.

Les changements économiques, sociaux et environnementaux sont liés entre eux. Les impacts sur les écosystèmes peuvent par exemple perturber les services environnementaux fournis par ces écosystèmes ainsi que les économies et les moyens de subsistance des personnes dépendant de ces services. Les impacts sont également dynamiques. Par exemple, les nouvelles opportunités d'emploi souvent considérées comme un avantage essentiel des projets peuvent en réalité donner lieu à des défis sociaux si les compétences spécialisées requises par l'industrie ne sont pas disponibles localement ou sont lentes à développer par le biais de programmes de formation professionnelle. La migration planifiée et non planifiée de travailleurs dans la région et la croissance associée de la population peut engendrer des demandes plus importantes sur les services sociaux tels que la santé, l'éducation, le logement et le commerce ainsi que sur les infrastructures physiques et sociales. La croissance de la population, à condition d'être bien gérée, peut être un moteur permettant le développement de meilleurs infrastructures et services, mais la longue durée requise pour améliorer les services existants et les infrastructures ont donné lieu à des défis dans bon nombre de régions disposant de ressources.

L'immigration et le changement démographique peuvent également affecter la cohésion sociale et les coutumes des communautés et perturber l'ordre social. Dès lors que des ouvriers de sexe masculin constituent une part significative de la main-d'œuvre, la prostitution peut devenir un élément courant. Les camps de travail peuvent être une source de mécontentement localement s'ils ne sont pas bien intégrés dans les communautés locales.

Les exploitations peuvent également perturber les utilisations du sol et les industries existantes telles que l'agriculture, le tourisme et la pêche. A mesure que les activités d'exploitation progressent, la demande en biens et services peut donner lieu à une hausse des prix. Les personnes travaillant dans l'industrie des services et l'agriculture, qui n'engendrent généralement pas le même niveau de rémunération que les ouvriers travaillant dans le secteur des ressources, pourraient ne pas être en position de se permettre ces augmentations de coûts. En même temps, l'exploitation des ressources, s'il est correctement planifié, donne l'opportunité de renforcer les entreprises et les économies locales et de générer des redevances et des taxes.

La manière dont le changement se produit influence également la manière dont ce changement est vécu par la société. Quand des parties prenantes ont l'opportunité de participer activement à la prise de décision dans l'exploitation des ressources et de s'assurer que les projets sont conformes à leurs valeurs et moyens de subsistance, leur expérience de ces exploitations tend à être plus positive, de même que leurs attitudes à l'égard du projet. La participation publique peut prendre la forme d'une consultation de la communauté locale, des opportunités de participation de la société civile aux processus d'évaluation de l'impact, ou d'une participation plus active telle que l'implication dans des panels de référence communautaires continus ou d'initiatives de contrôle environnemental et social participatifs.

Quand des parties prenantes ont l'opportunité de participer activement à la prise de décision dans l'exploitation des ressources et de s'assurer que les projets sont conformes à leurs valeurs et moyens de subsistance, leur expérience de ces exploitations tend à être plus positive, de même que leurs attitudes à l'égard du projet.

**Tableau 1. Changements couramment induits par l'industrie minière et susceptibles d'entraîner des impacts sociaux (Franks, 2011).**

<b>Social and Cultural Change</b>	
<b>Population and demographics</b>	In-migration, out-migration, workers' camps, social inclusion, growth or decline of towns, conflict and tensions between social groups
<b>Social infrastructure and services</b>	Demands on and investment in housing, skills (shortages and staff retention), childcare, health, education, and training
<b>Crime and social order</b>	Corruption, domestic violence, sexual violence, substance abuse and trafficking, prostitution, change in social norms, pace of change for vulnerable communities
<b>Culture and customs</b>	Change in traditional family roles, changing production and employment base, effect of cash economy, reduced participation in civil society, community cohesion, sense of place, community leadership, cultural heritage
<b>Community health and safety</b>	Disease, vehicle accidents, spills, alcohol and substance abuse, pollution, interruption to traditional food supply, awareness and treatment programs
<b>Labor</b>	Health and safety, working conditions, remuneration, right to assemble, representation in unions, labor force participation for women
<b>Gender and vulnerable groups</b>	Disproportionate experience of impact and marginalization of vulnerable groups (e.g., women, disabled, aged, ethnic minorities, indigenous, and young), equity in participation and employment
<b>Human rights and security</b>	Abuses by security personnel (government, contractor, company), social disorder in camps, suppression of demonstrations, targeting of activists, rights awareness programs
<b>Economic Change</b>	
<b>Distribution of benefits</b>	Employment, flow of profits, royalties and taxes, training, local business spending, community development and social programs, compensation, managing expectations, equitable distribution across state/regional/local/ethnic/family groups, cash economy
<b>Inflation/deflation</b>	Housing (ownership and rents), food, access to social services
<b>Infrastructure</b>	Demands on, and investment in, roads, rail, ports, sewerage, telecommunications, power and water supplies
<b>Socio-Environmental Change</b>	
<b>Pollution and amenity</b>	Air (e.g., dust), water (e.g., acid and metalliferous drainage, cyanide, riverine and submarine waste disposal), noise, scenic amenity, vibration, radiation, traffic, government capacity to monitor and regulate
<b>Resources (access/competition)</b>	Land, mobility, water (groundwater, river, ocean), mineral resources (artisanal and small-scale mining), cultural heritage, forest resources, human, postmining land use
<b>Resettlement</b>	Consent and consultation for resettlement, compensation, ties to land, adequacy of resettlement housing and facilities, equity, postsettlement conditions, livelihoods
<b>Disturbance</b>	Disruption to economic and social activities (including by exploration), consultation for land access, frequency and timing, compensation
<b>The Process of Change</b>	
<b>Community engagement</b>	Consultation, communication, participation, empowerment, access to decision makers, transparency, timing, inclusiveness – particularly for vulnerable and marginalized groups – respect of customs and authority structures, reporting
<b>Consent</b>	Indigenous sovereignty/title (free, prior, and informed consent), community consent
<b>Participation</b>	Planning, development of programs, monitoring, selection of alternatives and technologies, operational aspects
<b>Remedy</b>	Grievance and dispute resolution, acknowledgment of issues, compensation, mitigation
<b>Agreements</b>	Equity, timely honoring of commitments, issues with delivery, duress, clarity of obligations, capacity and governance (including government capacity to respond to and manage change)
<b>Community development</b>	Participation, adequacy, appropriateness, capacity to facilitate, consistency, prioritization

### QU'EST-CE QUE L'ETUDE DES IMPACTS SOCIAUX ?

L'étude des impacts sociaux (EIS) est un processus permettant de comprendre et de répondre aux problèmes sociaux associés à l'exploitation. L'EIS se concentre sur la manière d'identifier, d'éviter, d'atténuer et d'accentuer les conséquences pour les communautés et est le plus efficace lorsqu'il est réalisé en tant que processus itératif au cours du cycle de vie des exploitations plutôt que lorsqu'il s'agit d'une activité ponctuelle réalisée à la fin des travaux d'exploitation (Vanclay 2003; Becker et Vanclay; Franks 2011; Esteves et al.).

Conçu à l'origine comme outil de prévision des impacts des projets proposés avant leur exploitation, l'EIS est désormais considérée comme incluant les systèmes et stratégies entreprises au cours des phases de mise en œuvre d'une exploitation (y compris de l'exploration) afin de contrôler, de rapporter, d'évaluer, de réviser et de répondre de manière proactive au changement.

Un impact social est quelque chose qui est vécu ou ressenti (réel ou perçu) par un individu, un groupe social ou une unité économique. Les impacts sociaux sont l'effet d'une action (ou d'un manque d'action) et peuvent être positifs ou négatifs. Les impacts sociaux se distinguent des processus de changement social, partiellement parce que différents groupes sociaux peuvent vivre le changement social différemment en fonction des circonstances (Vanclay, 2002).

L'étude des impacts sociaux permettent de : identifier les problèmes clés de la perspective des entités potentiellement affectées par les projets ; prévoir et anticiper le changement ; et ancrer ces compréhensions dans les systèmes et stratégies en cours afin de répondre de manière proactive aux conséquences de l'exploitation (Vanclay et Esteves, 2011).

### Les phases de l'étude des impacts sociaux

L'étude des impacts sociaux peut être considérée comme plusieurs phases distinctes mais itératives dans un processus de gestion adaptable (Franks, 2011).

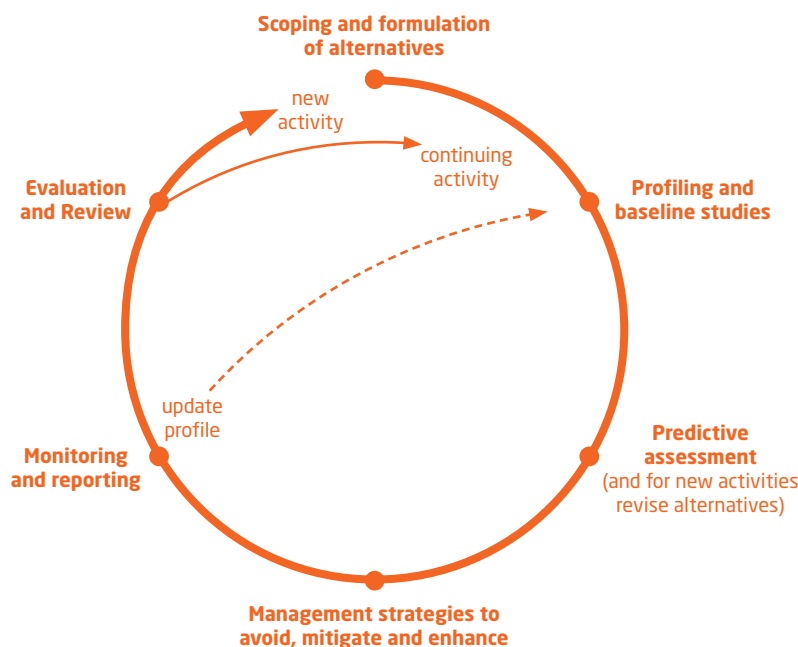
#### 1 Détermination de la portée et formulation des alternatives

La phase de détermination de la portée permet de fixer les paramètres des phases d'étude et de gestion suivantes en déterminant l'échelle, le moment et l'accent de l'étude, déterminant qui est susceptible d'être affecté et identifiant les actions susceptibles de résulter sur des impacts. La détermination de la portée commencera en définissant l'objet de l'étude et en identifiant les matériaux de référence pouvant influencer l'évaluation. Des options alternatives devraient être formulées pour analyse subséquente et évaluation initiale des impacts de ces alternatives entreprises. Le résultat de la phase de détermination de la portée pourrait être la définition de l'objectif, sa portée, l'échelle, les problèmes prioritaires et les termes de référence pour les phases d'évaluation et de gestion qui suivront.

#### 2 Études du profil et de référence

Le profilage social consiste à comprendre les communautés et les parties prenantes susceptibles d'être affectées par l'activité au moyen d'une étude sociale et économique. Le profilage implique l'analyse des caractéristiques sociales et économiques d'une région à un moment donné. Les études de référence consistent en une évaluation de l'état d'une communauté ou d'un groupe social avant qu'une activité ne se déroule. Les études de référence permettent de disposer d'une référence par rapport à laquelle les impacts peuvent être anticipés et les changements mesurés. Après révision des informations secondaires, et l'identification des lacunes en termes de connaissances, un programme de collecte des données primaires est développé.

Figure 1. Les phases de l'étude des impacts sociaux dans un processus de gestion adaptable (tiré de Franks, 2011).



### 3 Études prédictives et révision des alternatives

Au cours de cette phase, les impacts probables sont identifiés et prévus, et leur ampleur et leur importance sont évalués au moyen de méthodes techniques et participatives. Le choix des méthodes dépendra de la nature de l'activité et de la phase du cycle de vie de l'exploitation des ressources. Les conclusions de l'étude et de l'analyse prédictives sont généralement hiérarchisées en fonction de leur ampleur et de leur importance. Elles sont généralement utilisées afin de donner un compte-rendu aux parties prenantes ainsi qu'aux ingénieurs et promoteurs de projets afin de modifier et de réviser le projet, et de leur permettre de décider de l'alternative proposée au projet permettant d'atteindre au mieux les objectifs du projet tout en accentuant les résultats au niveau social et en évitant les impacts négatifs.

### 4 Stratégies de gestion afin d'éviter et d'atténuer les impacts sociaux négatifs et d'améliorer les impacts positifs

Les résultats de l'évaluation prédictive doivent ensuite être intégrés à tous les aspects de l'entreprise. Cela peut prendre la forme de systèmes de gestion des impacts sociaux formalisés, de programmes et d'initiatives sociales, de plans de sites, d'accords et de développements de procédures d'exploitation pour les problèmes associés à des risques importants. Des exemples de procédures de gestion visant à traiter des questions sociales incluent les plans de gestion du patrimoine culturel, les groupes de référence communautaires, les fonds communautaires, les formations de sensibilisation aux droits de l'homme et à la culture (associés aux systèmes de ressources humaines) et les politiques d'approvisionnement et d'achat local.

### 5 Suivi et compte-rendu

La phase de suivi et de compte-rendu implique la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations au fil du temps. Cette phase peut contribuer à affiner les études, à suivre la progression des approches de gestion des impacts sociaux et à identifier les changements nécessaires, fournir des comptes-rendus aux communautés sur la manière dont elles sont affectées, et faciliter un dialogue éclairé sur ces questions.

### 6 Évaluation et révision

La phase finale consiste à évaluer et réviser les processus d'étude et de gestion. Un processus d'étude et de révision actif et dédié - et, tout aussi important, l'ajustement des actions, sont des caractéristiques fondamentales. La réconciliation des impacts envisagés au cours de la phase d'étude et les impacts réellement observés au cours de la mise en œuvre contribueront à affiner et à améliorer les approches futures.

L'EIS se concentre sur la manière d'identifier, d'éviter, d'atténuer et d'accentuer les conséquences pour les communautés et est le plus efficace lorsqu'il est réalisé en tant que processus itératif au cours du cycle de vie des exploitations plutôt que lorsqu'il s'agit d'une activité ponctuelle réalisée à la fin des travaux d'exploitation

### Les objectifs de l'étude des impacts sociaux pour les projets de ressources

Les instruments politiques et législatifs adoptés par le gouvernement devraient chercher à encourager les objectifs suivants. Si la liste n'est pas exhaustive, elle identifie plusieurs problèmes distincts de l'exploitation des ressources.

#### Approche du cycle de vie

Les promoteurs de ressources devraient être encouragés à identifier et à répondre aux impacts sociaux au cours de toutes les étapes du cycle de vie de l'exploitation des ressources en ayant recours à des processus adoptés afin d'intégrer la gestion sociale à tous les aspects d'une exploitation.

#### Laisser un héritage de longue durée

Les exploitations devraient être encouragés à planifier des résultats allant au-delà de la durée de vie de l'exploitation et devraient développer des approches sur mesure afin d'améliorer l'avenir de l'exploitation une fois les ressources exploitées. Laisser un héritage positif va au-delà de l'atténuation des impacts négatifs, cela signifie fournir à la région dans son ensemble un élément de valeur au-delà de l'exploitation.

#### Interaction

Les exploitations de ressources devraient être encouragées à interagir avec la communauté et le gouvernement et à favoriser la participation de ces derniers. Si cela est approprié, les processus actifs visant à favoriser l'implication de la communauté dans la prise de décisions devraient se voir accorder la priorité sur des méthodes de consultation passives.

#### Alignement

Les exploitations de ressources devraient être encouragées à aligner leurs activités avec les plans et les visions d'avenir privilégiés par la communauté et le gouvernement par le biais d'une interaction avec ces derniers.

#### Développement des compétences

Les activités d'investissement social et de développement communautaire entrepris par les promoteurs de ressources devraient, dans la mesure du possible, chercher à développer les compétences des communautés en termes d'entreprise d'activités et à minimiser la dépendance envers les sociétés exploitant des ressources.

#### Partenariats

Lorsque cela est approprié, les promoteurs de ressources devraient être encouragés à s'associer avec le gouvernement local et national, avec les communautés, d'autres exploitations et d'autres industries afin de traiter les questions préoccupantes et d'intérêt mutuel.

#### Équilibre entre le contexte opérationnel et régional

Les promoteurs de ressources devraient adapter leurs approches au contexte opérationnel individuel ; ils devraient cependant également chercher, si cela est approprié, à adopter une approche plus globale afin de s'assurer que la totalité des impacts découlant d'autres exploitations, industries et activités sont pris en compte, et que des efforts visant à coordonner la gestion, le suivi et l'atténuation sont explorés. Ceci est particulièrement dans les provinces riches en ressources dans lesquelles plusieurs exploitations se trouvent.

#### Coordination

Une utilisation plus stratégique des fonds et autres investissements et activités et une approche davantage coordonnée entre les différentes exploitations, organes gouvernementaux et régions géographiques devraient être encouragées.

#### Gestion adaptable et flexibilité

Les exploitations de ressources devraient être encouragées à se montrer responsables en cas de circonstances changeantes et approfondir leur connaissance des impacts et leur sensibilisation à ces derniers dans le temps. Ils devraient faire preuve d'une amélioration continue.

## L'ETUDE D'IMPACT SOCIAL DANS LE CONTEXTE AUSTRALIEN

Dans le cadre du contexte du système fédéral australien, la réglementation et l'exploitation des ressources naturelles est essentiellement la responsabilité des gouvernements nationaux australiens. L'approbation et l'évaluation des projets d'exploitation des ressources sont réalisés sur la base de la législation nationale. La législation du gouvernement du Commonwealth (fédéral) australien peut s'appliquer pour des questions de droit de l'entreprise, droits des peuples et populations autochtones, et questions importantes sur le plan environnemental (par exemple pour des questions quant auxquelles l'Australie dispose d'obligations de traités environnementaux).

L'étude d'impact social est quasiment exclusivement définie dans le cadre de programmes nationaux. Dans les sections suivantes sont résumées tout un éventail de politiques et d'études de cas d'initiatives adoptées par les gouvernements en Australie.

### Politique sur les communautés disposant de ressources durables - Queensland

La politique sur les communautés disposant de ressources durables a été introduite en septembre 2008 et est conçue pour maximiser les opportunités présentées par les exploitations dans les régions du Queensland dotées en ressources et atténuer et éviter les impacts négatifs sur les infrastructures communautaires. Les infrastructures font référence à la fois aux infrastructures matérielles et immatérielles associées aux services et processus améliorant la capacité sociale des communautés et peuvent inclure les infrastructures associées à la santé, au logement, à la jeunesse, à la prise en charge des personnes âgées, aux loisirs, les installations dédiées à la sécurité de la communauté, et à la sécurité routière. L'objectif de la politique est d'améliorer l'étude et la gestion continue des impacts sociaux des exploitations de ressources, assurent une plus grande coordination et collaboration entre les parties prenantes et traite des questions de gestion des ressources.



La politique a introduit une unité d'étude d'impact social (EIS) dédiée au sein du gouvernement du Queensland, a mis l'accent sur des liens plus importants entre les EIS, les plans de la communauté et la planification régionale et a introduit des plan de gestion de l'impact social (PGIS) afin de souligner les changements prévus sur les communautés, les stratégies déterminées afin de traiter les impacts, et la responsabilité des différentes parties par rapport à la gestion des questions sociales.

La politique est soutenue par une structure de gouvernance rendant des comptes au Ministre et incluant une représentation communautaire, gouvernementale et industrielle. Au niveau national, un groupe de partenariat a été constitué afin de partager des informations stratégiques, de développer et de coordonner des solutions, de réaliser des recherches sur la meilleure pratique et les méthodologies d'évaluation, et de faciliter la communication intersectorielle afin d'améliorer les conséquences pour les communautés affectées par la ressource au Queensland. Au niveau de la province/de la région riche en ressources, des groupes de leadership local assurent une interaction continue, identifient les stratégies privilégiées et des programmes afin de gérer les impacts, faciliter les liens avec les processus de planification régionaux et développer des projets qui traitent des impacts cumulatif des exploitations de ressources.

Vous pourrez trouver plus d'informations sur cette politique à l'adresse suivante : <http://203.210.126.185/dsdweb/v4/apps/web/secure/docs/3072.pdf>

## Énoncés des impacts en vue de l'approbation du projet

Une étude d'impact social est requise dans le cadre des processus d'approbation réglementaires pour l'exploitation de ressources dans la plupart des juridictions australiennes. Ces EIS se concentrent généralement sur la prévision des impacts associés à un projet spécifique et sont intégrés dans les études d'impact environnemental (EIE) dans le cadre de l'approbation au niveau du projet dans chaque État.

Les études au niveau du projet consistent en un même processus de base :

- 1 la production d'une déclaration de conseil initiale (Queensland), la demande d'approbation (Nouvelle-Galles du Sud) ou le document de détermination de la portée environnementale (Australie-Occidentale ; qui peut être diffusé afin de permettre au public de commenter) par le proposant soulignant dans les grandes lignes la portée de la proposition ;
- 2 Le développement de Termes de Référence (Queensland) ou d'un rapport détaillant les exigences de l'étude environnementale (Nouvelle-Galles du Sud) devant être couvertes dans l'étude (au Queensland, les Termes de Référence incluent une disposition permettant les commentaires du public, alors qu'en NGS, les exigences doivent prendre en compte les points de vue d'autres organes gouvernementaux) ;

- 3 La production de la Déclaration de l'impact environnemental (Queensland et Nouvelle-Galles du Sud) ou de la Revue environnementale et du document du Programme de gestion (Australie-Occidentale) par le promoteur des ressources (qui inclut une étude des impacts sociaux) ;
- 4 Une période permettant la révision et les commentaires du public et, si l'organe pertinent l'exige, un rapport supplémentaire afin de traiter les questions soulevées par les soumissions du public ;
- 5 Une décision de l'organe/ministérielle afin de déterminer s'il convient d'approuver la proposition et un rapport d'étude environnementale donnant un aperçu du processus et indiquant si l'EIS s'est conformé à la loi.

Les méthodes participatives et analytiques utilisées dans l'EIS dépendront du contexte de la proposition et des impacts. S'il se pourrait qu'il existe des variations en fonction du contexte, certains éléments seront communs aux EIS. Les études d'impact social devraient inclure des informations sur la main-d'œuvre (dimension, composition et provenance, y compris les entrepreneurs et sous-traitants) ; situation géographique (proximité aux communautés, dimension de la communauté, interaction avec les communautés et main-d'œuvre non résidente) ; calendrier (étapes de l'exploitation, accélérations et ralentissements, et périodes de transition) ; couloirs logistiques (réseaux routiers, aériens, ferroviaires et portuaires) ; ainsi que les détails relatifs à toutes politiques et stratégies d'entreprise (hébergement de la main-d'œuvre, emploi local, emploi autochtone, achat local, etc.).

L'accessibilité des évaluations antérieures et des pièces justificatives constituent un élément clé dans certaines juridictions. Le ministère des Mines et du Pétrole d'Australie-Occidentale inclut la documentation relative aux propositions d'exploitation minière et les déclarations d'impact passées dans une base de données d'informations sur les minerais disponible en ligne (Minedex). Ces documents sont mis à disposition ainsi que les informations relatives aux sites d'exploitation et aux gisements, le statut opérationnel et les estimations des ressources minières. En mettant à disposition les études d'impact antérieures, la base de données encourage une certaine cohérence dans la pratique et les méthodologies et facilite l'analyse comparative des études.

### Interaction avec la communauté et implication de cette dernière

L'interaction avec la communauté dans le secteur des ressources varie de la communication aux parties prenantes sur la proposition de projet et l'intégration des points de vue des parties prenantes afin de modifier les projets, à la participation continue à l'étude et à la gestion au cours du cycle de vie de la mine. Des niveaux d'interaction de plus en plus importants sont attendus de la part de la communauté et des gouvernements. L'interaction avec la communauté et la participation de celle-ci peuvent contribuer à développer un dialogue ouvert et significatif, pouvant influencer la prise de décision, développer la confiance, la légitimité, les capacités, répondre aux préoccupations de la communauté, gérer ses attentes, puiser dans les connaissances locales et négocier des avenir mutuellement bénéfiques plus durables et pertinents au niveau local. La forme et le niveau de l'interaction varieront au cours de la durée de vie de l'exploitation et des phases de l'étude d'impact social.

Le gouvernement du Commonwealth et des États australiens, par l'intermédiaire du Conseil ministériel sur les ressources minières et pétrolières, et en collaboration avec l'Australian Petroleum Production and Exploration Association, l'Australian Coal Association, le Minerals Council of Australia et l'Australian Pipeline Industry Association, a développé une série de *Principes d'interaction avec les communautés et les parties prenantes*. Les cinq principes sont les suivants :

- 1 **La communication** : Une interaction ouverte et efficace implique à la fois d'écouter et de parler
  - a) Une communication à double sens
  - b) Des informations claires, précises et pertinentes
  - c) Le respect du calendrier
- 2 **La transparence** : Des processus d'information et compte-rendu clairs et déterminés au préalable
  - a) La transparence
  - b) Le compte-rendu
- 3 **La collaboration** : Travailler de manière coopérative afin de rechercher des conclusions mutuellement bénéfiques.
- 4 **Le caractère inclusif** : Reconnaître, comprendre et impliquer les communautés et les parties prenantes de manière précoce et sur toute la durée du processus.
- 5 **L'intégrité**: Conduire l'interaction de manière à favoriser le respect et la confiance mutuelle (MCMPr, 2005).

Davantage d'informations sur ces éléments sont disponibles dans le code. [http://www.ret.gov.au/resources/Documents/mcmpr/Principles\\_for\\_Engagement\\_with\\_Communities\\_and\\_Stakeholders.pdf](http://www.ret.gov.au/resources/Documents/mcmpr/Principles_for_Engagement_with_Communities_and_Stakeholders.pdf)

### Plans d'interaction avec la communauté - Victoria

L'État de Victoria exige que les potentiels titulaires de permis miniers préparent et documentent les interactions avec les communautés affectées par les activités d'exploration et d'exploitation opérationnelle. Les détenteurs de permis ont le devoir de consulter les communautés de manière proactive afin de développer des relations reflétant les valeurs que sont la confiance, le respect mutuel, la transparence et la compréhension. Les communautés doivent se voir donner l'opportunité de faire part de leurs commentaires aux titulaires de permis sur les questions importantes à leurs yeux dans le cadre de la création et du maintien d'un « permis social d'exploiter ». Cela commence par un processus de consultation prescrit suivi par le développement d'un plan d'Interaction avec la communauté (IC) qui « identifie clairement la communauté et décrit comment, quand et quelle interaction se produira avec cette communauté au cours de toutes les étapes du projet d'exploitation ». Ces plans d'IC doivent être approuvés par le Département des industries primaires avant qu'un titulaire de permis ait le droit de développer une concession minière. En plus des documents d'orientation destinés aux titulaires potentiels de permis miniers, le département a développé un livret d'information destiné au détenteur des terres afin de répondre aux questions fréquemment posées sur les droits des détenteurs de terres dont la propriété fait l'objet d'une exploration. On citera au nombre des sujets abordés : le processus de consultation communautaire ; la gestion des impacts environnementaux ; les considérations pour la sécurité du public ; la négociation de l'accès et des contrats de compensation.

<http://www.dpi.vic.gov.au/earth-resources/community-information/guidelines-exploration>

[http://www.dpi.vic.gov.au/\\_data/assets/pdf\\_file/0016/28051/New-Landholder-Information0410.pdf](http://www.dpi.vic.gov.au/_data/assets/pdf_file/0016/28051/New-Landholder-Information0410.pdf)

L'interaction avec la communauté et la participation de celle-ci peuvent contribuer à développer un dialogue ouvert et significatif, pouvant influencer la prise de décision, développer la confiance, la légitimité, les capacités, répondre aux préoccupations de la communauté, gérer ses attentes, puiser dans les connaissances locales et négocier des avenir mutuellement bénéfiques plus durables et pertinents au niveau local.

## Comités consultatifs communautaires - Nouvelle-Galles du Sud

Les comités consultatifs communautaires sont des groupes de référence capables de fournir un forum pour fournir des commentaires sur des activités opérationnelles et proposées. Une proportion significative des exploitations minières disposent de tels comités en Australie. En NGS, les comités consultatifs communautaires sont une condition à l'approbation par le ministre du Plan. Les comités fournissent leurs commentaires sur l'évaluation du projet, la mise en œuvre des conditions d'approbation, les résultats du suivi et les rapports de gestion environnemental annuelle, et passe en revue la résolution des plaintes exprimées par la communauté. Les comités peuvent réaliser des visites de site, fournissent des conseils sur des initiatives auxquelles la compagnie pourrait contribuer et seront en liaison des comités d'autres mines afin de discuter des problèmes communs et de répondre aux impacts cumulatifs.

Les membres incluent un président indépendant, 3 à 5 représentants de la communauté locale et autres parties prenantes, un représentant du gouvernement local et 2 à 3 représentants de la mine. Les représentants du gouvernement national ne font pas partie du comité mais peuvent assister à certaines de ses réunions à la demande du comité. Les représentants de la communauté sont choisis suite à une campagne publicitaire menée dans la presse locale. Les réunions doivent se tenir au moins une fois par trimestre, leur procès-verbal devant être enregistré par des représentants de la compagnie et mis à la disposition du public, généralement par l'intermédiaire du site Web de la société. Si le comité est encouragé à communiquer avec la communauté dans son ensemble, seul le président est autorisé à s'exprimer publiquement en son nom.

Pour que les comités consultatifs communautaires soient au meilleur de leur efficacité, ils ont besoin d'une gouvernance robuste et de mécanismes de compte-rendu à la communauté dans son ensemble afin de lui permettre d'apporter sa contribution et de s'exprimer sur les résultats. Il est également nécessaire d'assurer une large représentation, y compris des groupes tels que les organisations pour la jeunesse et les personnes âgées, les entreprises locales, le tourisme, la santé, le bien-être, le maintien de l'ordre et l'éducation, en plus de groupes dédiés aux questions environnementales, gouvernementales et communautaires afin de s'assurer qu'un large éventail de questions est couvert, tout en garantissant que la dimension des comités reste raisonnable.

[http://www.planning.nsw.gov.au/assessingdev/pdf/ccg\\_guidelines\\_2007.pdf](http://www.planning.nsw.gov.au/assessingdev/pdf/ccg_guidelines_2007.pdf)

## Plans de gestion de l'impact social

Les plans de gestion de l'impact social (PGIS) soulignent les stratégies entreprises au cours des phases de mise en œuvre d'une exploitation (y compris sa fermeture) afin de contrôler, de rapporter, d'évaluer, de réviser et de répondre de manière proactive au changement. **Les PGIS deviennent de plus en plus une exigence des gouvernements et des entités investissant dans les projets.** Ils sont généralement développés suite à la préparation des déclarations de l'impact en vue de l'approbation des projets, puis sont mis à jour périodiquement. Le plan répondra aux questions sociales prioritaires identifiées au cours de l'évaluation. Les PGIS devraient, dans l'idéal, définir un système de gestion interne à la compagnie afin de répondre aux impacts de manière adaptative au cours du cycle de vie des projets.

Au Queensland, les PGIS doivent être soumis parallèlement aux EIS en vue de l'approbation du projet. Les plans se présentent sous la forme d'un document indépendant résumant les conclusions de l'EIS et soulignant la gestion et le suivi continu des impacts. Le gouvernement du Queensland a développé une directive soulignant les exigences : <http://www.dlqp.qld.gov.au/resources/guideline/simp-guideline.pdf>

## Développement régional et communautaire

Parallèlement au développement de l'entreprise locale et à l'emploi, les promoteurs de ressources disposent généralement de programmes visant à soutenir les activités communautaires, les infrastructures sociales et les services. Par le passé, ces programmes faisaient partie d'un profil de relations public plus général, mais au cours de ces dernières années, nous avons observé un changement pour une approche de développement communautaire et régional accordant la priorité et coordonnant les investissements aux besoins de la communauté et aux visions d'avenir privilégiées.

Les programmes de développement communautaire et régional donne l'opportunité de concentrer et de coordonner les investissements à un niveau local ou régional. Le développement de la communauté peut se voir accorder la priorité par la définition de la portée, l'étude de référence et de profilage, et les phases d'évaluation prédictive de l'étude de l'impact social et, plus important, par la participation communautaire. **Les partenariats** constituent souvent le meilleur moyen de faciliter le développement des capacités locales et les programmes de développement, les services sociaux et les infrastructures (Kemp, 2009). Les partenariats entre organisations, prestataires de services, gouvernements, autres compagnies d'exploitation de ressources et les organes professionnels de l'industrie peuvent s'avérer efficaces pour mobiliser des ressources plus importantes, attirer l'investissement et coordonner les activités visant à répondre aux problèmes complexes. Les partenaires peuvent également être mieux placés pour proposer des initiatives de développement communautaire et les initiatives pilotées par la communauté peuvent permettre de développer la capacité des communautés et de leurs organisations pour les aider à éviter la dépendance aux promoteurs de ressources. Les gouvernements peuvent jouer un rôle essentiel pour encourager l'avènement d'un développement communautaire et régional plus efficace et mieux aligné.

### Initiative Pilbara Cities – Australie-Occidentale

« Pilbara Cities » est un programme utilisant les redevances minières afin de bénéficier aux communautés isolées de la région de Pilbara. Une large proportion des exploitations de minerai de fer, de pétrole et de gaz naturel australiennes se trouvent dans le Pilbara. La vision pour ce programme de développement sur 25 ans et d'un montant d'un milliard de dollars australiens est de promouvoir un mode de vie régional de qualité, avec de services modernes soutenant des communautés locales solides. En raison des activités minières et industrielles associées récentes, la région de Pilbara a connu une croissance rapide de sa population. Par conséquent, les logements abordables, les services communautaires, les installations éducatives, les infrastructures et autres manquent pour faire face à cette demande accrue. Ceci a mis une pression considérable sur des villes régionales isolées déjà affectées par une main-d'œuvre minière en transit (nombreuses arrivées et départs). L'objectif de cette initiative est d'alléger ces pressions en :

- coordonnant le développement des infrastructures d'adduction d'eau, de gestion des eaux usées, d'aménagement routier, de mise à niveau des ports et aéroports et de développement et de télécommunications ;
- investissant dans des projets communautaires afin d'améliorer les soins de santé, les structures de divertissement, des installations culturelles et des opportunités d'éducation ;
- planifiant la croissance en gérant le développement du logement pour les personnes travaillant dans tous les secteurs, en investissant dans les projets de revitalisation des centres-villes, en restructurant les terrains sous-utilisés ou excédentaires en vue du développement de propriétés résidentielles ;
- augmentant la diversité économique et industrielle de sorte que Pilbara ne dépende pas exclusivement de l'industrie minière et des industries associées afin de générer des revenus sur le long terme.

La consultation et la participation des populations autochtones est mise en avant dans toutes ces activités.

<http://pilbaracities.com/>

### Clermont Preferred Futures - Queensland

Clermont est une petite communauté rurale d'environ 2 500 habitants, située à 200 km de Mackay, à l'intérieur des terres, dans le bassin de Bowen, dans le Queensland. La ville a été créée avant que l'exploitation du lignite ne commence dans la région. A Clermont, la compagnie minière Rio Tinto a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement local et la communauté afin de répondre aux demandes de développement d'infrastructures en soutenant une initiative de planification stratégique communautaire du nom de Clermont Preferred Futures. Les demandes d'infrastructures ont suivi la décision de Rio Tinto

d'ouvrir une deuxième mine (mine de charbon de Clermont) près de la mine existante de Blair Athol, qui devrait fermer en 2015, et les impacts supplémentaires susceptibles de découler de ces transitions. Clermont est devenue dépendante de l'activité économique de la mine et la communauté, témoin de ce processus, a recherché une opportunité de cibler les futurs investissements afin de permettre un héritage post-minier positif.

Le plan communautaire, piloté par le Conseil régional 'Isaac (anciennement Conseil de Belyando Shire), facilité par l'Institute for Sustainable Regional Development à l'Université centrale du Queensland et sponsorisé par Rio Tinto, est un cadre stratégique visant à guider le développement dans la communauté au cours des vingt prochaines années et à s'assurer que les investissements répondent aux objectifs de la communauté. L'exercice a été éclairé par une étude de référence socioéconomique de la ville. Cette étude a consisté en une cartographie des parties prenantes, une analyse des caractéristiques socioéconomiques de la région et la couverture des données existantes, l'identification des travaux antérieurs et des plans et stratégies existants, et en le développement de partenariats. Une vision a été développée à partir d'une consultation communautaire ciblée et des contributions d'un comité directeur divers. Un plan d'action a été formulé et un responsable désigné afin d'en coordonner la mise en œuvre. Ce poste est conjointement financé par le gouvernement local et Rio Tinto. Le plan est actuellement utilisé pour guider les activités de développement et d'investissement communautaire.

### Ententes sur les impacts et les avantages

Des ententes négociées peuvent être convenues entre les promoteurs des ressources et les détenteurs des terres, les communautés ou les populations autochtones. Les types d'entente sur les impacts et les avantages négociés les plus courants en Australie sont les Accords relatifs à l'utilisation des terres autochtones (AUTA), qui sont prévus dans la Loi sur la propriété indigène (de plus amples informations sur les AUTA et la propriété indigène sont disponibles sur le site du Tribunal national de la propriété indigène : <http://www.nntt.gov.au/Indigenous-Land-Use-Agreements/Pages/default.aspx>

Ces ententes négociées se présentent généralement sous forme bilatérale, entre les promoteurs des ressources et les parties affectées, la motivation des ententes et leur contenu pouvant cependant être influencés par la politique du gouvernement. Des exemples en sont les AUTA ou les Codes de conduite et accords de compensation au Queensland (voir encadré).

Les ententes peuvent inclure des dispositions sur la manière dont les impacts doivent être gérés et les processus de gouvernance régissant la relation entre les parties. Les ententes négociées permettent également aux communautés d'influencer les exploitations ou d'y participer, et ces ententes peuvent être explicitement liées aux conclusions des EIS (Esteves, Franks et Vanclay, à paraître).

## Codes de conduite et accords de compensation – Queensland

Dans l'État du Queensland, les projets d'exploration et les nouveaux projets d'exploitation miniers et énergétiques prennent de l'ampleur, tant par leur nombre que sur le plan géographique. Par conséquent, il est de plus en plus nécessaire pour le gouvernement de l'État d'équilibrer les besoins du secteur de l'agriculture et du secteur des ressources. En 2010, le Queensland a voté une nouvelle loi visant à fournir un accès à la terre cohérent, transparent, équilibré et équitable ainsi qu'un dédommagement pour chacun des secteurs par des « Codes de conduite et accords de compensation ». Ces ententes font la distinction entre les « activités préliminaires » et les « activités évoluées » associées à l'exploration minière ou énergétique. Le nouveau cadre fournit des directives et un soutien aux détenteurs des terres et aux détenteurs de l'autorité sur les ressources afin de leur permettre de traiter ensemble de manière responsable et directe lors de la négociation d'une entente équilibrée et équitable sur l'utilisation des parcelles de terre privées et la compensation pour ces parcelles.

Les détenteurs des terres doivent se voir donner un avis d'entrée préalable pour toutes activités préliminaires associées à l'exploitation minière entraînant des effets mineurs sur les détenteurs des terres. Un accord secondaire et compensatoire doit également être négocié en personne en cas d'activités d'exploration évoluées qui perturberaient considérablement l'utilisation de sa propriété par le détenteur des terres. L'accord doit indiquer les activités proposées à l'avance. Les nouvelles lois sur l'accès à la terre et les modèles d'accords de compensation et de report standards ont pour objet de faciliter les processus de négociation et de résolution des litiges entre les détenteurs des terres et les titulaires de permis d'exploration. Le gouvernement recommande que chaque partie fasse appel à des conseils juridiques indépendants à mesure que les négociations progressent étant donné que le cadre ne permet pas en lui-même d'empêcher ou de résoudre les désaccords.

[http://mines.industry.qld.gov.au/assets/land-tenure-pdf/6184\\_landaccesslaws\\_guide\\_print.pdf](http://mines.industry.qld.gov.au/assets/land-tenure-pdf/6184_landaccesslaws_guide_print.pdf)

## L'Aurekun Sustainability Framework – Queensland

L'Aurekun Sustainability Framework était une initiative du gouvernement du Queensland visant à inclure les perspectives de la communauté en matière de développement durable aux études de faisabilité et à la planification d'une mine de bauxite sur le long terme à Cape York. Ce scénario contemplé constitue un exemple dans lequel l'acquisition d'une concession minière (par le biais d'un processus concurrentiel international) exigeait que le candidat réponde à différents critères sociaux et économiques imposés par l'État. L'État était désireux d'appliquer les meilleures pratiques et a puisé dans les dernières décennies de progrès réalisés dans le secteur minier (en termes d'interaction avec la communauté) ainsi que dans les principes/directives internationales. Cet exemple démontre qu'il est non seulement important, mais également possible de lier les questions d'impact social aux questions techniques dès le début et avant qu'une EIS ne soit entamée.

Le gouvernement du Queensland a annulé une concession minière relative à des ressources en bauxite situées à côté d'Aurekun, une région essentiellement habitée par des populations Wik et Wik-Way (détenteurs autochtones des droits) à Cape York. Le détenteur précédent de la concession n'avait pas rempli les conditions du contrat d'exploitation et l'État a décidé de mettre la concession en vente et de la soumettre à un processus concurrentiel international.

Le gouvernement du Queensland souhaitait appliquer les meilleures pratiques, découlant de la partie prenante précédente et de la recherche et du développement réalisés par l'industrie afin de répondre aux éventuelles lacunes en termes de gestion environnementale et de développement socioéconomique. L'approche visait à intégrer les intérêts de la communauté aux conclusions en matière de développement durable pour la durée du cycle de vie de la mine, et de s'assurer que le processus d'évaluation proposé était défendable et transparent. Les caractéristiques clés pour traiter les perspectives des parties et les risques perçus incluaient le développement d'un cadre d'orientation, ainsi que des exigences de références en termes d'études socioéconomiques, par le biais d'un plan de développement durable (PDD), et l'étude de la politique du gouvernement national et du Commonwealth (ainsi que des rôles, des responsabilités et des engagements existants envers le développement durable dans la région).

## La gouvernance par plusieurs parties prenantes

Les partenariats et les groupes de travail à plusieurs parties prenantes constituent une opportunité de faciliter la coopération autour d'un objectif particulier et de solidifier une collaboration continue afin de s'attaquer à des problèmes complexes. Des partenariats peuvent exister entre des promoteurs de projet, les gouvernements nationaux et locaux, les organisations communautaires, les syndicats, etc. Plusieurs États australiens disposent d'un cadre politique encourageant les partenariats pour la résolution de problèmes sociaux associés à l'exploitation des ressources.

D'un point de vue général, les groupes de travail peuvent partager des informations stratégiques, développer et coordonner des solutions, entreprendre des recherches sur les meilleures méthodologies possibles et faciliter la communication intersectorielle. Au niveau opérationnel, les groupes de travail locaux peuvent interagir de manière continue avec les promoteurs de projet et leur faire part de leurs commentaires, identifier et proposer des stratégies, programmes et projets sélectionnés afin de traiter les impacts préoccupants.

## Moranbah Cumulative Impacts Group - Queensland

Le Conseil régional d'Isaac, en collaboration avec des représentants clés du gouvernement national, de l'industrie du charbon, des syndicats et de la communauté, a mis en place un groupe de référence composé de multiples parties prenantes afin de développer et de mettre en œuvre des stratégies visant à traiter des impacts cumulatifs de l'exploitation minière sur les infrastructures locales de la ville de Moranbah. Moranbah se trouve dans le bassin de Bowen, dans le Queensland, et est entourée d'exploitations minières souterraines et à ciel ouvert. Ce groupe a été mis en place à partir d'un accord collectif qu'il était possible de faire plus pour améliorer la gestion des impacts environnementaux et socioéconomiques cumulatifs sur la ville, et en particulier la poussière générée par différentes exploitations minières, pétrolières, l'industrie agricole, l'aménagement foncier et les activités de traitement du minerai autour de la ville.

Avec la croissance des activités minières autour de Moranbah et la perspective de la production de quantités de poussières encore plus importantes, le groupe pense qu'il y aurait beaucoup à gagner d'une approche proactive adoptée maintenant, plutôt que d'une approche réactive adoptée plus tard. Les problèmes de poussière n'ont pas été suffisamment abordés par le passé, le problème étant actuellement géré par la réglementation des mines individuelles, basée sur une norme nationale non adaptée aux conditions ou perspectives locales. Ce système a donné lieu à tout un éventail d'approches non coordonnées adoptées afin de gérer la poussière au niveau des exploitations minières individuelles, y compris un suivi en temps réel, un suivi de la main-d'œuvre, des limites et des récepteurs sensibles près du site. Le suivi de la conformité est actuellement largement motivé par les plaintes. Le groupe de référence cherche à adopter une approche volontaire collective en complément du système réglementaire existant.

## Pilbara Industry's Community Council - Australie-Occidentale

Le Pilbara Industry's Community Council (PICC) est un organe composé de plusieurs parties prenantes et piloté par l'industrie en Australie-Occidentale. Le PICC se compose de BHP Billiton Iron Ore, Chevron Australia, Fortescue Metals Group, North West Shelf, Rio Tinto Iron Ore, Woodside, des gouvernements du Commonwealth, d'Australie-Occidentale et locaux, des communautés de Pilbara et de la Chambre des mines et de l'énergie d'Australie-Occidentale. Le PICC travaille actuellement à deux projets : un programme d'emploi des autochtones et un projet d'aménagement des villes. Les projets récents incluent le développement de prévisions sur l'emploi et la population pour la région, une initiative de santé à Pilbara et la révision des systèmes éducatifs. Les groupes de travail composés de plusieurs parties prenantes, comme le PICC, permettent de partager des informations stratégiques, de développer et coordonner des solutions, d'entreprendre des recherches sur les meilleures méthodologies possibles et de faciliter la communication intersectorielle. Les groupes de travail composés de plusieurs parties prenantes sont parfaitement placés pour travailler sur la gestion des questions sociales à une échelle régionale.

[http://www.cmewa.com/In\\_the\\_Regions/PICC](http://www.cmewa.com/In_the_Regions/PICC)

D'un point de vue général, les groupes de travail peuvent partager des informations stratégiques, développer et coordonner des solutions, entreprendre des recherches sur les meilleures méthodologies possibles et faciliter la communication intersectorielle.

# Conclusion:

## EN VUE D'UNE MEILLEURE PRATIQUE

Les communautés et les gouvernements ont des attentes croissantes des promoteurs de ressources dans le domaine de la performance sociale. **L'étude de l'impact social est un processus important pouvant aider les promoteurs de projets à comprendre et à répondre aux changements induits par les projets d'exploitation de ressources, et à améliorer leurs conséquences pour la société.** L'EIS impliquait par le passé l'utilisation de méthodes analytiques techniques et participatives afin d'anticiper le changement, mais des changements de politique récents en Australie encouragent également l'application de

stratégies de gestion et de suivi au cours du cycle de vie des projets afin de minimiser les conséquences négatives et de maximiser les avantages. **La prise en compte précoce des impacts sociaux, l'alignement des activités sur les objectifs de planification régionaux et communautaires et la participation significative de la communauté dans la prise de décisions constituent des caractéristiques clés d'un régime politique qui démontrera la meilleure pratique et soutiendra le développement durable des communautés vivant dans des zones riches en ressources.**

## ACKNOWLEDGEMENTS

This paper has drawn in part from material and concepts previously published by the author (Franks, 2011; Browne, Franks and Kendall, 2011; Franks et al., 2009, 2010). The author would like to acknowledge the co-authors of this work for their assistance in the development of the ideas presented here. Carol Bond provided research assistance in the preparation of this document, which is greatly appreciated.

## REFERENCES

- Becker, H and Vanclay, F (Eds). 2006. The International Handbook of Social Impact Assessment: Concept and Methodological Advances. Edward Elgar. Cheltenham UK. pp. 74-91.
- Browne, W., Franks, DM., & Kendall, G, 2011. The Foundations for Responsible Mining in Cambodia - Suggested Approaches. Phnom Penh, Cambodia: United Nations Development Programme.
- Esteves, A. M., Franks, DM., & Vanclay, F. (forthcoming). The State of the Art of Social Impact Assessment. *Impact Assessment and Project Appraisal*, special issue on 'Impact Assessment: a global review of the state-of-the art'.
- Franks, DM, Brereton, D, Moran, CJ, Sarker, T and T, Cohen. 2010. Cumulative Impacts - A Good Practice Guide for the Australian Coal Mining Industry. Centre for Social Responsibility in Mining & Centre for Water in the Minerals Industry, Sustainable Minerals Institute, University of Queensland. Australian Coal Association Research Program. Brisbane.
- Franks, DM, Fidler, C, Brereton, D, Vanclay, F and P, Clark. 2009. Leading Practice Strategies for Addressing the Social Impacts of Resource Developments. Centre for Social Responsibility in Mining, Sustainable Minerals Institute, The University of Queensland. Briefing paper for the Department of Employment, Economic Development and Innovation, Queensland Government. November. Brisbane.
- Franks, DM. 2011. Management of the Social Impacts of Mining. In P Darling (Ed.). SME Mining Engineering Handbook. Society for Mining, Metallurgy, and Exploration. Colorado. Chapter 23.4.
- Kemp, D. 2009. Community Relations in the Global Mining Industry: Exploring the Internal Dimensions of Externally Orientated Work, *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*.
- Ministerial Council on Mineral and Petroleum Resources (MCMPR). 2005. Principles of Engagement with Communities and Stakeholders. Canberra.
- Vanclay, F. 2002. Conceptualising social impacts. *Environmental Impact Assessment Review*, 22 (3). pp. 183-211.
- Vanclay, F. 2003. International Principles for Social Impact Assessment, *Impact Assessment and Project Appraisal* 21(1): 5-11.
- Vanclay, F. and Esteves A.M. (Eds). 2011. New Directions in Social Impact Assessment: Conceptual and Methodological Advances. Cheltenham: Edward Elgar.



## Contact

### **International Mining for Development Centre**

Perth, Western Australia  
Australia 6009  
Email: [admin@im4dc.org](mailto:admin@im4dc.org)

[www.im4dc.org](http://www.im4dc.org)

### **The Energy and Minerals Institute**

The University of Western Australia  
M460A, 35 Stirling Highway  
Crawley, Perth  
Western Australia, Australia 6009  
Tel: +61 8 6488 4608  
Email: [emi@uwa.edu.au](mailto:emi@uwa.edu.au)

### **The Sustainable Minerals Institute**

The University of Queensland  
St Lucia, Brisbane  
Queensland, Australia 4072  
Tel: +61 7 3346 4003  
Email: [reception@smi.uq.edu.au](mailto:reception@smi.uq.edu.au)